



Assemblée générale

Distr.: générale
5 août 2015
Français
Original: anglais

Soixante-dixième session

Point 50 de l'ordre du jour provisoire*

Université pour la paix**Université pour la paix****Rapport du Secrétaire général***Résumé*

L'Université pour la paix forme des cadres pour la paix depuis 35 ans. Elle est le principal établissement d'enseignement au monde dans le domaine de la paix et du règlement des conflits, conformément au mandat que lui a donné l'Assemblée générale en 1980. Alors qu'elle se prépare à célébrer son trente-cinquième anniversaire, l'Université poursuit sa quête de l'excellence académique à travers l'étude systématique et critique, la compréhension et l'analyse des causes des formes et niveaux multiples de problèmes qui nuisent au bien-être des hommes et du monde; la recherche et la formulation de stratégies et de pratiques dans divers contextes pour faire face aux problèmes et contribuer au processus d'établissement et de consolidation de la paix; la pratique de modes de réflexion, d'investigation et de pédagogie qui soient critiques, multidisciplinaires, interdisciplinaires, globaux, habilitants et transformatifs; et l'établissement d'une communauté diverse, inclusive, éthique et créative, encourageant l'apprentissage, le partage, le fonctionnement en réseau et la solidarité sur le campus et sur la scène mondiale.

* A/70/150.



Le nouveau contexte et le nouveau cadre d'interaction entre les principaux acteurs internationaux ont obligé l'Université à se transformer et à voir comment elle peut contribuer, efficacement et avec succès, à s'adapter à cette nouvelle dynamique par le biais de l'éducation. Compte tenu de sa contribution aux travaux des Nations Unies et sa vision du rôle des autres acteurs clés de la société civile, il est essentiel que nous réexaminions la vision de l'Université, sa position et les tâches qui lui incombent dans ce contexte international en évolution. Les diverses contributions de l'Université dotent les nouvelles générations d'hommes et de femmes des connaissances et des aptitudes nécessaires pour influencer sur le processus de changement au profit de la paix au sein du système des Nations Unies, au sein des États et des organisations de la société civile, ce qui exige de plus en plus une connaissance précise des moyens de répondre aux tensions, aux menaces et aux conflits qui pèsent sur le système international actuel.

Le présent rapport résume les activités et les événements, ainsi que les réussites et les difficultés, qui ont marqué l'Université durant la période 2012-2015.

L'Université est en train de passer par un processus de réinvention et de renouvellement de ses activités à l'occasion de son trente-cinquième anniversaire et du soixante-dixième anniversaire des Nations Unies. L'une de ses plus importantes transformations a trait au récent processus de réforme de ses programmes, destiné à aligner les activités de l'Université sur celles considérées comme prioritaires par l'ONU et à renforcer son excellence académique. L'Université a entrepris de mettre en œuvre près d'une douzaine de programmes d'études communs avec d'éminentes universités de différentes régions du monde.

Plus de 1 600 diplômés de l'Université venus de presque tous les États Membres de l'ONU travaillent pour la paix dans toutes les régions du monde.

La conjoncture internationale actuelle exige une expansion de la formation et de l'éducation pour la paix, notamment en ce qui concerne les conflits ouverts et de plus en plus complexes, les liens entre les niveaux local, national, régional et mondial et les liens puissants et menaçants entre la politique et les activités criminelles. L'Université apporte une réponse. De plus, l'appui réel et constant des États Membres de l'ONU est essentiel à l'accomplissement de sa mission. Cette mission ne sera accomplie que par la formation constante de cadres mondiaux – des pouvoirs publics, des ONG et du secteur privé – au niveau universitaire dans les domaines du règlement pacifique des conflits et des relations entre la paix, le développement, les droits de l'homme et de la protection de l'environnement, conditions essentielles au développement économique et à une égalité croissante. Afin que l'Université réussisse sa transformation et influe sur les futures générations de cadres mondiaux, l'Assemblée générale peut envisager d'accroître la capacité de l'Université en lui apportant les ressources nécessaires à travers des contributions budgétaires pendant une période limitée de cinq ans, jusqu'à ce que la transformation soit accomplie et que des ressources extrabudgétaires deviennent accessibles.

Avec l'appui et la collaboration des États Membres de l'ONU, du Secrétariat et de l'ensemble du système des Nations Unies, l'Université continuera de préparer les générations futures à leur rôle et à leur devoir fondamental de résoudre les conflits et de promouvoir les possibilités de coopération au service de la paix.

I. Introduction

1. L'Université pour la paix a été créée en application de la résolution 35/55 de l'Assemblée générale "avec la volonté déterminée de doter l'humanité d'un établissement international d'enseignement supérieur au service de la paix, ayant pour objectif de favoriser entre tous les êtres humains un esprit de compréhension, de tolérance et de coexistence pacifique, d'encourager la coopération entre les peuples et de contribuer à réduire les obstacles et les menaces à la paix et au progrès dans le monde, conformément aux nobles aspirations proclamées dans la Charte des Nations Unies". Elle a été invitée à établir son principal campus au Costa Rica, qui est depuis lors son pays d'accueil.

2. Le présent rapport, qui a pour objet de faciliter l'examen par l'Assemblée générale du point intitulé "Université pour la paix", conformément à la résolution 64/83 de l'Assemblée générale, contient un résumé des progrès réalisés par l'Université au cours de la période 2012-2015 et souligne à la fois les possibilités de croissance et les défis auxquels elle se trouve confrontée.

3. Le présent rapport contient un aperçu des principales activités du campus de l'Université au Costa Rica, ainsi que de celle menées par ses centres régionaux et ses institutions affiliées. Il souligne également les relations qu'entretient l'Université avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes liés à l'ONU, ainsi qu'avec le pays hôte. Il fait état en particulier du récent processus de réforme académique de l'Université, de sa situation financière actuelle et de sa stratégie à court et à long terme. Il décrit également les progrès importants réalisés vers la mise en place de programmes d'études et de formation de grande qualité et l'établissement de liens avec d'autres institutions universitaires afin d'atteindre le plus grand nombre possible d'étudiants, ainsi que les efforts déployés par l'Université pour redorer son image et attirer de nouveaux partenaires et donateurs.

4. Dans sa résolution 64/83, l'Assemblée générale prend note des progrès accomplis par l'Université en ce qui concerne l'élaboration et l'exécution de programmes sur des questions critiques touchant à la paix et à la sécurité, et prie le Secrétaire général d'envisager de nouveaux moyens de renforcer la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Université. En outre, l'Assemblée encourage les États Membres, les organismes intergouvernementaux, les organisations non gouvernementales et les personnes intéressées, à contribuer aux programmes, au fonds d'affectation spéciale, une fois ce que celui-ci aura été établi, ou au budget de base de l'Université, afin qu'elle puisse poursuivre son précieux travail.

II. L'Université pour la paix en 2015

A. Les 35 années de l'Université pour la paix

5. Au cours des 35 dernières années, l'Université a été chargée par mandat de l'Assemblée générale d'appuyer les principaux objectifs des Nations Unies sur les questions de paix et de sécurité internationale en formant de nouvelles générations de cadres aptes à résoudre les conflits dans un esprit de compréhension, de tolérance et de coexistence fondé sur la coopération et sur les valeurs du système des Nations Unies.

6. L'Université a manifestement contribué à la formation de cadres dans les domaines de la paix et du règlement des conflits liés aux quatre piliers fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies: la paix et la sécurité, les droits de l'homme, le développement et l'état de droit. Plus de 1 600 diplômés venus de 112 pays ont utilisé leur formation, leur expérience et leurs compétences pour produire un impact positif dans certains domaines d'activité professionnelle. La plupart de nos étudiants et diplômés sont des femmes, qui jouent un rôle déterminant dans les opérations de renforcement et de maintien de la paix aux niveaux local et international.

7. Les conflits et leurs répercussions sont de plus en plus complexes. Il est urgent de comprendre les différentes motivations des acteurs internationaux clés dans notre monde globalisé. Nous avons besoin de plus de connaissances pour mieux éduquer ceux à qui il incombera de régler et de transformer les conflits, de comprendre les liens entre les dimensions politiques, sociales, économiques, culturelles, religieuses et ethniques et de faire face à l'activité criminelle présente dans la création et le développement des conflits. En outre, il est primordial de garder la problématique hommes-femmes à l'esprit pour analyser la situation et chercher des solutions. Les personnes qui ont contribué à la conception et à la définition du rôle de l'Université ont souligné que "l'éducation peut mettre fin à la persistance de la guerre". De même, elles ont réaffirmé que la paix était une obligation indispensable qui ne pouvait s'instaurer au premier chef que par l'éducation. Les efforts de désarmement sont essentiels, mais ils ne peuvent aboutir sans un effort parallèle dans le domaine de l'éducation, qui représente le principal défi pour les nations et l'humanité tout entière en ce XXI^e siècle.

8. Le trente-cinquième anniversaire de l'Université sera commémoré par un séminaire international de haut niveau qui se tiendra les 3 et 4 décembre 2015. Les thèmes abordés feront écho aux nouvelles priorités de l'ONU et, d'une façon plus générale, aux nouveaux risques, défis et menaces du système international ainsi qu'aux possibilités de collaboration et de coopération.

B. Changements institutionnels

9. En juin 2013, le Conseil de l'Université a élu un nouveau recteur, M. Francisco Rojas Aravena, qui possède une vaste expérience des domaines des relations internationales et de la sécurité internationale. Son mandat expire en juin 2018.

10. Le Conseil de l'Université est composé de 17 membres, dont 10 sont nommés par le Secrétaire général et 7 sont membres *ex officio*. Les membres actuels nommés par le Secrétaire général sont: Aristides Royo (Panama), Président du Conseil; Hal Klepak (Canada), Vice-Président du Conseil; Jean Arnault (France); Alicia Barcena (Mexique); Jean-Jacques Graisse (Belgique); Wakako Hironaka (Japon); Monica K. Juma (Kenya); Roza Otunbayeva (Kirghizistan) et Fernando Blasco (Argentine); les membres *ex officio* sont: Francisco Rojas Aravena (Chili), Recteur de l'Université pour la paix; Judy Cheng-Hopkins (Malaisie), Chancelière; Pilar Alvarez-Laso (Mexique), Représentante du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO); David Malone (Canada), Recteur de l'Université des Nations Unies; Juany Guzman (Costa Rica), Représentante du gouvernement du Costa Rica; et

Mercedes Peñas (Espagne), Représentante du Gouvernement du Costa Rica et Première dame du Costa Rica.

C. Campus Rodrigo Carazo

11. Le principal campus de l'Université, qui porte le nom de l'ancien président du Costa Rica et fondateur de l'Université Rodrigo Carazo, est situé à 30 km au sud-est de San José, dans une réserve naturelle. Ce campus universitaire couvre 303 hectares, dont 300 représentent le dernier vestige de la forêt primaire de la Vallée centrale du Costa Rica. Il occupe 2 % de la zone protégée El Rodeo, qui fait partie de la municipalité de Mora et où l'on trouve plusieurs espèces animales telles que des singes, des cerfs, des reptiles, des papillons, et plus de 300 espèces d'oiseaux, ainsi que plus de 100 variétés d'arbres. La protection de cette forêt offre une vaste opportunité d'exécution d'études de la biodiversité tropicale.

12. Le parc de la paix est ouvert au public et offre des aires de loisirs ainsi que la beauté naturelle typique de la biodiversité de cette région.

13. Le "monument au désarmement, au travail et à la paix" symbolise les valeurs fondamentales de l'Université et les grandes traditions du Costa Rica à l'égard de ces valeurs depuis 70 ans.

D. Réforme académique

14. Au cours de l'année universitaire 2014/15, l'Université a décidé d'entreprendre un processus de réforme académique afin de se réinventer et de se renouveler pour contribuer à la réalisation de son objectif, qui est de doter les nouvelles générations des connaissances, des aptitudes et des outils nécessaires pour agir sur les processus de changement en faveur de la paix et du développement au sein du système des Nations Unies, des États et d'autres secteurs nécessitant de plus en plus de connaissances précises sur la façon de faire face aux tensions, aux menaces, aux risques et aux conflits actuels. Par ailleurs, face aux profonds changements observés au sein de l'Organisation des Nations Unies à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire, il est devenu essentiel pour l'Université d'examiner ses programmes universitaires afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux quatre piliers énoncés dans la Charte des Nations Unies, aux directives de l'Assemblée générale et aux nouvelles exigences qui s'imposent dans le domaine de la paix, du règlement des conflits et des transformations observées.

15. Pour répondre à l'ensemble de tâches qu'implique l'exécution des réformes académiques nécessaires à l'Université, son Conseil a approuvé la mise en œuvre partielle de la réforme au cours de l'année universitaire 2015/16, afin d'apporter des ajustements aux précédents programmes d'études, puis sa mise en œuvre complète au début de l'année universitaire 2016/17.

16. La réforme académique complète sera réalisée par la participation directe et effective du Conseil, des autorités de l'Université, des membres du corps enseignant, des étudiants, des diplômés et des membres du personnel. La politique actuelle de l'Université tend à promouvoir et assurer la participation de toutes les parties prenantes directement liées à l'Université dans sa mission au service de la paix et de la stabilité internationale.

1. Programmes de maîtrise

17. L'Université continue d'offrir des programmes de maîtrise innovants dans des domaines liés aux études sur la paix, le droit international, les problématique hommes-femmes, l'environnement et le développement durable. Actuellement, huit programmes de maîtrise sont offerts sur le campus principal: la problématique hommes-femmes et la consolidation de la paix; les études sur la paix internationale; les études sur les médias, la paix et les conflits; l'éducation dans le domaine de la paix; le droit international et les droits de l'homme; le droit international et le règlement des différends; l'environnement, le développement et la paix – avec des spécialisations sur la sécurité de l'environnement et la gouvernance, la gestion durable des ressources naturelles, la politique à l'égard des changements climatiques, ou les systèmes d'alimentation durable, et un programme de maîtrise sur la gestion responsable et le développement économique durable. Les questions de problématique hommes-femmes, de race, de religion, de classe et de perspectives ethniques, ainsi que celles liées à la communauté des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres, sont incorporées aux programmes d'études.

18. Depuis 2011, l'Université offre un programme de maîtrise en ligne sur la paix durable dans le monde contemporain. À travers un dialogue interactif en ligne entre instructeurs et étudiants du monde entier, ce programme donne un accès mondial à des cadres en milieu de carrière qui, pour diverses raisons, ne peuvent étudier sur le campus. Ces étudiants peuvent décider de prendre ces cours en ligne dans le cadre de ce programme ou s'inscrire à ces cours individuels pour l'obtention de crédits ou de certificats ou pour leur formation.

2. Programmes spéciaux

19. L'Université offre des diplômes doubles, des programmes sur deux campus et des programmes conjoints avec de grandes universités à travers le monde. Ces options intéressantes permettent aux étudiants d'obtenir plus d'un diplôme en étudiant dans plus d'un établissement. Actuellement, l'Université offre les programmes conjoints suivants avec des universités partenaires:

Doubles diplômes et double campus

a) Université américaine (États-Unis): les étudiants reçoivent à la fois une maîtrise en affaires internationales de l'Université américaine et une maîtrise en gestion des ressources naturelles et développement durable de l'Université pour la paix.

b) Université de Hankuk des études étrangères (République de Corée): les deux universités décernent une maîtrise en droit, en communications (médias) et en développement durable, selon le domaine de spécialisation de l'étudiant.

c) Université Ateneo de Manila (Philippines): avec l'appui de la Nippon Foundation, les participants à ce programme peuvent choisir entre une maîtrise en politique mondiale offerte par l'Université Ateneo de Manila et une maîtrise de l'Université pour la paix.

d) Université Brandeis (États-Unis): les étudiants de l'Université Brandeis reçoivent une maîtrise en coexistence et conflit de l'Université Brandeis et une maîtrise en droit international et droits de l'homme de l'Université pour la paix. Les

étudiants de l'Université pour la paix peuvent s'inscrire à l'Université Brandeis pour une maîtrise en coexistence et conflit.

e) Pontificia Universidad Javeriana (Colombie): les étudiants de Pontificia Universidad Javeriana reçoivent une maîtrise en droits de l'homme et culture de paix (l'enseignement est dispensé en espagnol) et peuvent s'inscrire à un programme de maîtrise à l'Université pour la paix et recevoir ainsi un deuxième diplôme de maîtrise. Les étudiants de l'Université pour la paix peuvent obtenir la maîtrise en droits de l'homme et culture de paix de Pontificia Universidad Javeriana.

Programmes conjoints de maîtrise:

a) Université internationale de Monaco: les étudiants inscrits à l'Université internationale de Monaco obtiennent une maîtrise en paix durable par les sports et peuvent suivre des cours de maîtrise en ligne de l'Université pour la paix. Ils peuvent également suivre des cours sur le campus principal de l'Université.

b) Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau-Université d'État de l'Oregon (États-Unis): l'Université pour la paix décerne une maîtrise en environnement, développement et paix avec spécialisation en sécurité de l'environnement. Pour sa part, l'Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau décerne une maîtrise "eau, coopération et paix". Par ailleurs, les étudiants peuvent préparer un doctorat ou une maîtrise de droit à l'Université d'État de l'Oregon.

c) Université d'Addis-Abeba (Éthiopie): les étudiants inscrits à ce programme reçoivent une maîtrise en paix et Sécurité.

20. L'Université continuera dans toute la mesure du possible à concevoir des programmes similaires afin d'étendre son rayonnement à travers le monde à travers des établissements universitaires du troisième cycle et des groupes de réflexion dont les travaux vont dans le sens de la mission et des valeurs des Nations Unies.

3. Programme doctoral

21. L'Université offre un programme doctoral en Études sur la paix et les conflits. Il s'adresse à de brillants chercheurs soucieux d'innover dans le domaine des études sur la paix. En outre, les praticiens peuvent transformer leur expérience en connaissances scientifiques susceptibles d'être systématisées et diffusées à travers des publications universitaires. Les thèmes sur lesquels se concentrent les candidats au doctorat correspondent à ceux qui animent les plus importants débats actuels au sein des Nations Unies et sur la scène internationale.

4. Acquisition de crédits par des étudiants préparant une licence

22. Du fait de son partenariat avec l'Université de Californie, Berkeley aux États-Unis, l'Université pour la paix accepte à présent des étudiants de dernière année de licence, au cas par cas, pour étudier jusqu'à un semestre à l'Université. Les candidats retenus peuvent suivre des cours de maîtrise à l'Université, qui leur accordera des crédits pour une maîtrise que les étudiants pourront poursuivre par la suite à l'Université ou ailleurs. Cette formule, qui est bénéfique pour l'étudiant comme pour l'institution, encourage les candidats à la licence à poursuivre leurs études au niveau de maîtrise. Par ailleurs, les étudiants actuels de Berkeley suivent un programme de formation de six semaines pendant l'été sur la sécurité humaine au

campus de l'Université au Costa Rica. Ce programme comprend une composante de service communautaire.

5. Semestre d'études à l'étranger

23. Les cours relatifs à la consolidation de la paix sont de plus en plus demandés. C'est pourquoi l'Université offre la possibilité d'un semestre d'études à des étudiants qualifiés titulaires d'une licence venus d'autres universités. Cette formule a fait ses preuves pour toutes les parties intéressées et constitue un important moyen pour l'Université de remplir son mandat, car les programmes de nombreuses universités partenaires peuvent s'enrichir si elles y incorporent des études sur la paix fondées sur les piliers des Nations Unies, ainsi que la problématique hommes-femmes.

6. Programme de renforcement des capacités

24. L'Université offre des programmes de renforcement des capacités qui connaissent un vif succès et sont considérés comme un modèle pour la politique de développement. Au cours des dernières années, grâce à l'appui financier du gouvernement des Pays-Bas, l'Université a réalisé d'importants programmes en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est.

25. Grâce à des fonds de la Loterie nationale des Pays-Bas, l'Université a entrepris un projet de trois ans sur le règlement des conflits dans la région du Karamoja au Kenya et en Ouganda avec l'Université des martyrs de l'Ouganda. Ce projet vise à réduire la violence transfrontalière entre les éleveurs par des approches de personne à personne qui utilisent la consolidation de la paix, le sport, le théâtre communautaire et des initiatives de paix animées par des femmes.

26. Depuis 2007, l'Université travaille avec l'Université Ateneo de Manila à un programme de renforcement des capacités des cadres asiatiques afin de les préparer à occuper des postes de direction dans les organisations internationales travaillant à la consolidation de la paix à travers le monde. Ce programme, connu sous le nom d'Asian Peacebuilders Scholarship, est parrainé et appuyé par la Nippon Foundation et offre jusqu'à 30 bourses d'études par an à des administrateurs asiatiques: 15 du Japon et 15 d'Asie du Sud-Est. En 2014, l'Université et l'Université Ateneo de Manila ont intégré les bourses au double diplôme. Ce programme enrichi dispense un enseignement linguistique intensif spécialisé, destiné à faciliter la participation d'administrateurs ayant un faible niveau de connaissance de l'anglais, ainsi qu'une formation pratique sur la conception et la mise en œuvre d'un projet intensif sur le terrain en Asie. Les participants obtiennent une double maîtrise, l'une de l'Université pour la paix dans un domaine lié à la consolidation de la paix et l'autre de l'Université Ateneo de Manila en sciences politiques avec spécialisation en politique mondiale.

7. Cours en langue espagnole

27. L'Université a pour tradition d'offrir depuis sa création en 1980 des programmes de maîtrise en langue espagnole. Après 2001, l'Université a concentré ses efforts sur l'offre de programmes de maîtrise uniquement en langue anglaise. Comme l'Université a son siège en Amérique centrale, où les guerres de ces dernières décennies ont laissé dans leur sillage une culture de la violence, l'Université a amorcé un processus d'établissement d'un plan de travail pour la

région. Depuis 2012, les administrateurs de l'Université ont rencontré des représentants des principales parties prenantes de la région, y compris du Système d'intégration de l'Amérique centrale et de plusieurs partenaires de coopération internationale.

28. Conformément à sa mission, l'Université offre des cours en langue espagnole afin de mobiliser la communauté ibéro-américaine et les nombreux étudiants de la région qui cherchent à faire études sur la paix en espagnol.

29. L'Université pour la paix offre un programme au Honduras qui vise à former 100 juges, procureurs et défenseurs publics au niveau de la maîtrise. Les diplômés obtiennent une maîtrise en droit international et en droits de l'homme, avec l'appui et la collaboration de l'Agence suisse pour le développement et la coopération et de concert avec le Programme des Nations Unies pour le développement. Avec l'appui de l'Union européenne, ce programme offre également un stage de courte durée conçu à l'intention du Bureau spécial des droits de l'homme du Ministère public du Honduras.

30. Par ailleurs, l'Université, en consultation avec le gouvernement du Honduras, examine la possibilité d'ouvrir un petit bureau régional de l'Université dans ce pays.

31. En juin 2015, le Conseil de l'Université a approuvé un programme pilote de maîtrise en langue espagnole sur le règlement des conflits, la paix et le développement. Il s'agit d'offrir de nouvelles possibilités d'apprentissage aux étudiants de la région sur des sujets liés au règlement et à la transformation des conflits. Pour accroître la présence de l'Université aux niveaux régional et international, ce programme pourrait également attirer des personnes extérieures à la région qui souhaitent acquérir une expérience multiculturelle en côtoyant des étudiants venus principalement d'États latino-américains. L'Université pourra lancer ce programme en 2016 sur son principal campus au Costa Rica.

8. Accréditation

32. À partir de 2005, l'Université a entrepris une évaluation externe systématique de tous ses programmes de maîtrise. Ces évaluations externes analysent la qualité académique et les résultats de chaque programme et offrent des recommandations en vue de les améliorer.

33. En 2008, l'Université a adhéré au Système national d'accréditation de l'enseignement supérieur du Costa Rica et s'efforce de faire accréditer tous ses programmes le plus tôt possible. En octobre 2012, elle lui a soumis les rapports sur les quatre programmes du Département de l'environnement et du développement. Le Système national d'accréditation a examiné ce rapport, et les programmes ont été accrédités en mars 2014.

34. Le Département du droit international et des droits de l'homme participe à la deuxième phase du processus d'accréditation des programmes de maîtrise. En août 2014, l'Université a soumis les rapports sur deux programmes relevant de ce département au Système national d'accréditation. Au cours de la dernière semaine de juin 2015, les évaluateurs du Système national d'accréditation ont visité l'Université afin d'évaluer cette demande d'accréditation. La décision finale du Système d'accréditation du Costa Rica est attendue pour le second semestre de 2015.

35. La troisième phase du processus d'accréditation académique portera sur le Département des études sur la paix et les conflits, ainsi que sur ses programmes d'études internationales sur la paix, la problématique hommes-femmes et la consolidation de la paix, les médias et la paix et l'éducation pour la paix. Les rapports correspondants seront soumis lors de la session d'accréditation d'octobre 2015 du Système national d'accréditation.

36. Le dernier programme qui sera présenté pour accréditation sera le programme de maîtrise sur la gestion responsable et le développement économique durable. Toutefois, aux termes du règlement du Système national d'accréditation, les programmes doivent avoir été mis en œuvre pendant au moins cinq ans. Étant donné que ce programme a commencé durant l'année universitaire 2009/10, il ne pourra être présenté pour accréditation qu'après la fin de la prochaine année universitaire; l'Université envisage donc de le faire en 2016.

9. Inscriptions

37. Comme beaucoup d'établissements d'enseignement, l'Université a subi le contre-coup de la crise économique internationale pour ce qui est de l'inscription à temps plein concernant son campus principal. Le nombre de demandes d'inscription est resté stable, mais de nombreux étudiants ne peuvent se permettre de poursuivre leurs études sans appui financier ou accès aux prêts pour étudiants. Ces aides des gouvernements, des fondations et du secteur privé sont devenues essentielles pour garantir l'accès à ces programmes indépendamment de la situation financière de l'étudiant. Actuellement, nombre de candidats ne donnent pas suite à leur demande lorsqu'ils apprennent que l'Université ne peut leur accorder une bourse suffisante.

38. Conformément aux directives fixées par son Conseil et à son Plan stratégique à moyen et long terme, l'Université pour la paix s'efforce d'obtenir d'ici à 2020 l'inscription de 500 étudiants à ses divers programmes de maîtrise. Ce nombre d'étudiants permettra à l'Université d'attirer une masse critique de cadres hautement qualifiés, armés de la bonne formation et des bons outils, qui seront capables de transformer les conflits internationaux complexes. Ainsi, l'Université cherche à établir plusieurs fonds internationaux de bourses avec l'appui des États signataires de la Charte de l'Université et d'institutions philanthropiques internationales. La formation de nouveaux cadres pour le règlement des conflits garantira aux États Membres des Nations Unies un personnel approprié, ayant appris à faire face à des menaces nouvelles et plus complexes. L'Université, en collaboration avec les États Membres, a la capacité de former de tels cadres et de transformer ainsi les futurs conflits.

10. Les diplômés de l'Université

39. L'Université compte plus de 1 600 diplômés qui vivent et travaillent dans toutes les régions du monde. La vaste majorité d'entre eux travaille à la consolidation de la paix dans leur pays d'origine et ailleurs, souvent en première ligne dans les situations de conflit. Actuellement, la plupart des diplômés travaillent pour des organisations non gouvernementales, mais nombre d'entre eux sont recrutés au sein du système des Nations Unies ou par diverses institutions internationales humanitaires. Certains enseignent dans des universités et travaillent pour des établissements académiques, tandis que d'autres ont été engagés par le gouvernement de leur pays dans divers domaines d'influence, notamment les

affaires internationales, les tribunaux électoraux et la politique environnementale. Une autre part importante de nos diplômés préparent des doctorats.

40. Dans le cadre de la revitalisation et de la relance de l'Université, ses autorités ont décidé de la doter d'un Bureau des relations avec les anciens diplômés, qui a pour principales tâches de planifier et de mettre en œuvre des programmes qui permettent à ces anciens diplômés de rester en contact les uns avec les autres et avec l'Université, de promouvoir leur perfectionnement professionnel à titre individuel et de les sensibiliser à ce qui touche à l'Université et à ses besoins, afin qu'ils puissent soutenir sa stratégie à moyen et à long terme.

11. Publications

41. L'Université a lancé un nouveau programme de publications dans ses domaines de compétence, en particulier dans le domaine du droit et du règlement des conflits.

E. Centres secondaires et institutions affiliées

42. Aux fins de renforcer les liens de coopération, l'Université a établi un nouveau Décanat de coopération internationale, qui a pour mandat de concentrer l'action de l'Université sur la coopération internationale, de coordonner le travail effectué par les centres régionaux et de superviser les projets spéciaux et les relations avec les universités partenaires et autres collaborateurs.

1. Changements apportés aux bureaux régionaux

43. Au cours de la période 2012-2015, l'Université a entrepris un processus de rationalisation budgétaire afin de renforcer ses aptitudes à exécuter son mandat. Du fait de ce processus, les bureaux régionaux de Genève et New York ont été fermés, ainsi que deux centres associés situés à Montevideo et Bogota.

44. L'Université a continué de collaborer avec son Programme Afrique et son centre UPEACE de La Haye, et a récemment créé un bureau de coordination à Bonn (Allemagne). Par ailleurs, l'Université continue de collaborer avec les centres affiliés ci-après, situés sur son campus: l'association Charte de la Terre Internationale, le Centre des droits de l'homme et le Centre de formation de dirigeants.

2. Programme Afrique

45. Le Programme Afrique a été créé en 2002 afin de renforcer les capacités des universités africaines dans les domaines de la paix, de l'égalité entre les sexes, du règlement des conflits, de la gouvernance, de la sécurité et du développement. Les actions de ce Programme reposent sur deux grands piliers: renforcer l'enseignement, la formation et la capacité d'apprentissage des établissements d'enseignement spécialisé, et renforcer l'action des universitaires africains dans les domaines de la recherche et des publications.

46. Le Programme Afrique de l'Université a contribué à l'enseignement par son programme de maîtrise sur la problématique hommes-femmes et la paix, lancé en partenariat avec l'Université Cheikh Anta Diop et Femme Africa Solidarité à Dakar,

et a participé à des programmes dans dix universités partenaires du programme des Grands Lacs.

47. Après 2015, le Programme Afrique de l'Université étendra ses activités à des universités francophones et lancera de nouveaux programmes conjoints de maîtrise dans les domaines de la paix, du règlement des conflits, de la gouvernance et de la sécurité.

48. Le Programme Afrique est en train de mettre en œuvre un plan de paix dans la région du Karamoja au Kenya et en Ouganda, plan fondé principalement sur des stratégies de personne à personne, un théâtre communautaire, des activités sportives et des initiatives lancées par des femmes. Ce projet vise les régions frontalières afin d'encourager de véritables relations susceptibles de contribuer à la coexistence pacifique parmi les communautés d'éleveurs. Ce projet vise aussi à renforcer les capacités locales par le biais de formations dans les domaines de la facilitation, du travail en équipe, de la collecte de fonds et du réseautage. Il est mis en œuvre par l'Université et appuyé par l'Université des martyrs de l'Ouganda et l'initiative « Les enfants de la paix » au Kenya. Il offre un exemple de recherche et d'apprentissage tournés vers l'action, en ce sens que les meilleures pratiques sont documentées et incorporées à l'enseignement, tant à l'Université que dans les universités locales partenaires.

49. Le programme Afrique est administré depuis le bureau régional de l'Université à Addis-Abeba qui est financièrement autonome. Malgré des difficultés financières, ce bureau fonctionne, mais certains de ses programmes ont dû être allégés. La coopération internationale et un appui plus solide des bailleurs de fonds sont essentiels à la poursuite de l'œuvre importante du programme Afrique dans la région.

3. Le Centre d'UPEACE à la Haye

50. Depuis 2012, l'Université a un centre au Palais de la Paix à la Haye, qui offre des cours sur la paix et le règlement des conflits au niveau de préparation à la licence, en coopération avec plusieurs universités néerlandaises. Actuellement, ces cours se concentrent sur la paix et les conflits, l'eau et la paix (la diplomatie de l'eau), et la paix et la sécurité urbaines. Ce centre travaille avec ses partenaires néerlandais et plusieurs autres partenaires européens, ainsi qu'avec des experts du réseau mondial de l'Université pour réaliser ses objectifs. Il a notamment pour tâche de promouvoir et de faciliter le recrutement d'étudiants européens pour les programmes de maîtrise et d'autres activités d'éducation sur le campus principal de l'Université au Costa Rica. Il a également pour tâche de faciliter la mise en œuvre des activités de l'association Charte de la Terre Internationale aux Pays-Bas, en coopération avec trois organisations partenaires. Ce centre est une entité indépendante régie par le droit néerlandais, et il est financièrement indépendant de l'Université. Il reçoit un appui financier du Gouvernement néerlandais, de la ville de la Haye et de fonds privés néerlandais.

4. Centre de coordination en Allemagne

51. En 2014, l'Université a ouvert un centre de coordination à Bonn (Allemagne). À travers ce centre, elle a entrepris de coopérer avec l'Université de Heidelberg, l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international et l'Université d'Osnabrück. L'Université d'Osnabrück et plusieurs établissements

universitaires du Costa Rica, y compris l'Université pour la paix, se sont unis pour créer le Centre du Costa Rica, où plusieurs activités conjointes de recherche et d'enseignement sont en cours. De concert avec l'Université d'Heidelberg, à travers son centre latino-américain – le Centre d'Heidelberg – et en collaboration avec l'Institut Max Planck, l'Université pour la paix a lancé son premier cours de spécialisation en espagnol en 2014.

5. La Charte de la Terre

52. Le Centre d'éducation pour le développement durable de la Charte de la Terre coordonne l'action de la Chaire de l'UNESCO sur l'éducation au service du développement durable créée en 2012. Ce centre est le fruit d'une initiative conjointe entre l'Université et l'association Charte de la Terre Internationale. En collaboration avec des organisations partenaires, il aide à former une génération de citoyens décidés à défendre les valeurs de la durabilité. L'action de ce centre et de la Chaire de l'UNESCO combine la durabilité, l'éducation et la réflexion éthique. Il offre de programmes de formation de dirigeants sur l'éducation au service de la durabilité et facilite la recherche dans ce domaine, comme en témoigne sa récente publication sur "L'égalité démocratique, l'inégalité économique et la Charte de la Terre" ("Democratic Equality, Economic Inequality, and the Earth Charter").

53. Le Centre de la Charte de la Terre a pour mission "de promouvoir la transition vers des modes de vie durables et une société mondiale fondée sur un cadre éthique partagé qui inclut le respect et la protection de la communauté de la vie, l'intégrité écologique, les droits de l'homme universels, le respect de la diversité, la justice économique, la démocratie et une culture de paix", avec une attention spéciale aux besoins éducatifs. Ce projet est né d'une initiative des Nations Unies, avant la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992, mais il a été entrepris et mené à son terme dans le cadre d'une initiative de la société civile mondiale. Il est le produit d'un vaste processus de consultation et d'une déclaration des principes éthiques fondamentaux pour l'édification d'une société mondiale juste, durable et pacifique au XIX^e siècle.

54. Désireuse d'influencer les politiques aux niveaux national et local, en mars 2015, l'association Charte de la Terre Internationale a organisé une manifestation afin d'identifier les synergies entre les principaux programmes d'éducation des Nations Unies, y compris l'éducation axée sur la durabilité, l'éducation au service des citoyens du monde et l'éducation en vue d'une consommation responsable. En mai 2015, en collaboration avec l'UNESCO, elle a accueilli une réunion régionale d'experts d'Amérique latine et des Caraïbes sur la sensibilisation aux changements climatiques.

55. Récemment, les valeurs de la Charte de la Terre ont été saluées par le Pape François dans son Encyclique "Laudato Sí", où il a déclaré que "la Charte de la Terre nous invitait tous à tourner le dos à une étape d'autodestruction et à prendre un nouveau départ, mais nous n'avons pas encore développé une conscience universelle qui le rende possible [...]. Faisons en sorte que notre époque soit reconnue dans l'histoire comme celle de l'éveil d'une nouvelle forme d'hommage à la vie, d'une ferme résolution d'atteindre la durabilité, de l'accélération de la lutte pour la justice et la paix et de l'heureuse célébration de la vie".

6. Centre des droits de l'homme

56. Le Centre des droits de l'homme a été créé sur la base de la mission de l'Université spécifiée dans sa Charte. En particulier, ce Centre a pour mission de promouvoir la compréhension, le respect et la jouissance des droits de l'homme. Il s'acquitte de cette mission à travers un enseignement spécialisé en matière de droits de l'homme, la formation, le renforcement des capacités et la sensibilisation dans ce domaine, et suit une approche pratique du respect, de la protection et de l'épanouissement des droits de l'homme, tout en favorisant l'intégration de la théorie et de la pratique. Ce centre applique également une approche pluridisciplinaire des droits de l'homme et attache la même importance à tous les aspects des droits de l'homme. Il complète le mandat essentiel de l'Université, qui est d'offrir un enseignement supérieur sur la paix à travers des programmes de maîtrise et de doctorat.

7. Centre de formation de cadres

57. Le Centre de formation de cadres de l'Université offre des cours en ligne, des ateliers sur place et des programmes de groupe "sur mesure" à des cadres et des groupes d'universitaires. Le programme en ligne prépare à un diplôme d'innovation sociale et a accueilli 99 étudiants venus de 41 pays en 2014. Les ateliers et les cours pour groupes d'universitaires permettent à des visiteurs effectuant de brefs séjours de dialoguer avec l'Université dans le cadre de programmes dynamiques spécialisés portant sur l'enseignement, l'encadrement, l'entrepreneuriat social, le développement durable et d'autres domaines.

F. Relations internationales

58. Les relations internationales au plus haut niveau ont été rétablies en 2013 avec le Gouvernement costaricien. L'ancienne Présidente Laura Chinchilla a visité l'Université et prononcé le discours d'ouverture de l'année universitaire 2014/15. Le Président en exercice du Costa Rica, Luis Guillermo Solís Rivera, a déclaré dans son discours à la soixante-neuvième session en septembre 2014: "Si vous voulez la paix, préparez-vous pour la paix". Le Gouvernement costaricien a réaffirmé l'importance de l'Université en nommant la Première dame Mercedes Peñas comme l'un de ses représentants au Conseil. Le Ministre des affaires étrangères, Manuel Gonzalez, a été l'un des principaux orateurs à la cérémonie d'ouverture de l'année universitaire 2014/15, et Mercedes Peñas a été l'orateur principal lors de la Cérémonie de remise des diplômes de 2015. En outre, le Gouvernement costaricien a sollicité la coopération technique de l'Université pour le Sommet de la Communauté des États de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que pour la loi de réforme du service diplomatique soumise à son Parlement. De même, l'Université a apporté sa contribution et procédé à d'importants échanges d'informations avec d'autres institutions nationales.

59. En ce qui concerne les États signataires de la Charte de l'Université qui ont une représentation diplomatique au Costa Rica, l'Université a recherché les occasions de coopérer avec eux et a favorisé leur participation à ses activités de vulgarisation, ouvrant ainsi la voie à un dialogue permanent.

60. La Présidente du Libéria, Ellen Johnson Sirleaf, a effectué une visite officielle à l'Université où elle a prononcé un discours, déclarant: "Nous savons que pour

maintenir la paix, nous devons faire de l'éducation et de l'emploi de nos jeunes l'un des principaux objectifs de notre gouvernance". Dans le cadre de sa première visite en Amérique centrale, M^{me} Johnson Sirleaf a dévoilé un buste érigé en son honneur dans le Jardin des Nations de l'Université.

61. En 2014, Thomas Buergenthal, juge, professeur et éminent spécialiste des droits de l'homme et survivant des camps de concentration d'Auschwitz et de Sachsenhausen durant la Seconde guerre mondiale, s'est vu décerner un Doctorat *Honoris causa* par l'Université.

62. Les hauts responsables de l'Université, y compris son Recteur, ont été invités à participer à plusieurs réunions académiques et politiques organisées par des gouvernements et des organisations internationales afin de présenter leur position sur des thèmes de portée internationale, en particulier ceux qui ont trait à la sécurité internationale et humaine et l'inégalité d'accès à la justice.

G. Relations avec des organismes des Nations Unies

63. L'Université est constamment à la recherche de partenariats, d'universitaires à inviter et d'activités de collaboration avec les institutions pertinentes des Nations Unies. L'un des principaux domaines auxquels elle continue de prêter attention a trait à l'organisation des carrières des diplômés au sein du système des Nations Unies. L'Université est membre du groupe d'institutions des Nations Unies au Costa Rica et participe régulièrement à ses sessions.

64. En 2014, la direction de l'Université a eu l'occasion de procéder à un échange de vues avec le Secrétaire général lors de sa brève visite à San José. Le Secrétaire général a souligné qu'il importait de garantir l'accès à l'éducation pour tous les enfants; qu'il importait de suivre de près les changements climatiques; et que la promotion des droits de l'homme et de la paix était une tâche fondamentale. En 2015, le Président du Costa Rica et le Ministre des affaires étrangères ont rencontré la Chef de cabinet Susana Malcorra et ont parlé longuement de l'Université et de ses intentions de renforcer sa capacité pour accomplir sa mission et, d'une façon plus générale, de la coopération entre les Nations Unies et le Costa Rica.

65. La Directrice générale de l'UNESCO a visité l'Université en juin 2013 dans le cadre de la Conférence internationale et de la cérémonie d'attribution du Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano, qui s'est déroulée à San José. La Directrice générale s'est adressée aux étudiants et aux membres de l'université et a déclaré que l'UNESCO et l'Université avaient les mêmes convictions, les mêmes aspirations et une vision nouvelle du développement de l'éducation, que la paix était un mode de vie et que son enseignement devait débiter sur les bancs de l'école car l'éducation était le meilleur moyen de vaincre la pauvreté et le sous-développement.

66. **Chaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.** En octobre 2011, une nouvelle chaire consacrée à l'éducation au service du développement durable a été créée avec l'Université et l'association de la Charte de la Terre Internationale sur le campus de l'Université. La cérémonie de signature a eu lieu le 2 février 2012. Il s'agit d'un accord de trois ans avec l'UNESCO et la Charte de la Terre Internationale pour des travaux de recherche et de formation sur

l'éducation au service du développement durable. Cette chaire sera administrée par la Charte de la Terre Internationale.

67. **Assemblée générale.** Aux termes de sa résolution 65/11, l'Assemblée félicite l'Université, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme des activités qu'ils mènent pour promouvoir plus avant une culture de paix et de non-violence, notamment celles tendant à promouvoir l'éducation pour la paix et celles ayant trait à des domaines visés dans le Programme d'action sur l'épanouissement d'une culture de paix (résolution 53/243 B). L'Assemblée encourage les trois organisations à poursuivre et intensifier leurs efforts.

68. **Université des Nations Unies:** Face à l'encouragement donné à cet égard par sa Charte, l'Université pour la paix souhaiterait accroître sa coopération avec l'Université des Nations Unies.

69. **Bureau des affaires de désarmement de l'ONU.** L'Université a signé un nouvel accord de coopération avec plus de dix partenaires afin d'offrir des bourses et une formation à plus de 140 femmes du Sud sur les questions liées à la paix. Cette initiative vise à développer la participation des femmes dans divers domaines liés à la paix en diversifiant davantage les réseaux en place afin d'accroître la masse critique d'experts féminins participant à la planification, à la prise de décisions et à la mise en œuvre du désarmement et des activités de non-prolifération.

70. En 2014, l'Université a créé la Chaire Elizabeth Odio Benito, en hommage à sa carrière et à sa contribution professionnelle dans le domaine des droits de l'homme, notamment en tant que juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Cette chaire se consacre à la promotion des études sur les droits de l'homme et la justice internationale.

H. Relations communautaires

71. Les relations entre l'Université et les communautés locales d'El Rodeo et de Ciudad Colón sont excellentes. La direction de l'Université, les membres du corps enseignant et les étudiants participent et contribuent régulièrement aux activités culturelles de ces villes. En outre, les étudiants de l'Université effectuent des travaux communautaires dans toutes ces villes et les autorités municipales locales contribuent activement à la vie de l'Université en tenant sa direction informée des travaux en cours et en réglant les problèmes qui sont d'une importance critique pour son fonctionnement. La Municipalité de Ciudad Colón et le Gouvernement costaricien ont résolu les problèmes d'accès à l'Université causés par le mauvais état des routes. Dans le cadre de ces rapports, l'Université offre chaque année une bourse d'études à un habitant de la Municipalité. Les étudiants des programmes de maîtrise en problématique hommes-femmes, en consolidation de la paix et en éducation sur la paix participent à des projets de recherche à Ciudad Colón sur la violence à l'égard des femmes et le harcèlement et les brutalités dans les écoles.

I. Situation financière

72. Malgré l'appel lancé par le Secrétaire général dans son rapport à l'Assemblée générale en 2009 (A/64/281) et en 2012 (A/67/272), dans lequel l'Assemblée

encourageait les États membres à apporter un soutien financier à l'Université, très peu de pays ont apporté un tel soutien. L'expérience internationale montre que dans le monde entier, les universités doivent compter sur les dotations et les contributions pour se financer.

73. En 2013, cette réalité, combinée à l'impact de la crise financière et économique internationale qui s'est traduite par une diminution du nombre d'étudiants inscrits, a placé l'Université dans une situation financière critique. De ce fait, des mesures d'économie radicales ont été prises pour améliorer l'efficacité de l'Université contrainte de fonctionner avec un effectif sensiblement réduit. Elle a réussi à le faire sans réduire le nombre des membres résidents du corps professoral. Malgré un budget plus restreint au cours des années universitaires 2013/14 et 2014/15, il a été impossible d'éviter un déficit qui exige une aide financière dépassant les efforts en cours. Les mesures prises ont permis de réduire considérablement le déficit actuel, mais le processus de revitalisation et de relance des activités de l'Université nécessite un appui direct des signataires de la Charte de l'Université, ainsi que de tous les autres États qui cherchent à promouvoir la formation de professionnels de la paix par des études supérieures.

74. L'Université a pour objectif de s'autofinancer sur la base du revenu dégagé par ses programmes d'enseignement et de formation, de l'appui de ses États membres et de donations et de projets spéciaux destinés à entretenir ses activités. L'Université tient particulièrement à exprimer sa gratitude à la Nippon Foundation pour l'important appui qu'elle lui apporte à travers son programme de bourses Asie-Pacifique. En outre, l'Université tient à remercier la Loterie nationale du code postal néerlandaise de ses importantes contributions à l'ensemble de l'Université, en particulier à un programme spécifique dans la région africaine du Karamoja.

75. Pour la première fois depuis la création de l'Université en 1980, la direction est parvenue à un accord avec le Gouvernement du Costa Rica, par l'entremise du Ministère des affaires étrangères, en vue d'institutionnaliser une contribution financière annuelle permanente à l'Université. Cet accord nécessite l'approbation d'un protocole additionnel qui doit être ratifié par le Congrès du Costa Rica. Les autres membres sont invités à égaler cette contribution en signe de leur attachement à la mission de l'Université et en reconnaissance du rôle important que joue le Costa Rica dans la consolidation de la paix, le désarmement et la conservation de la nature.

J. Stratégie de développement pour 2015-2020

1. Vision à court terme

76. Conformément à la décision prise par son Conseil à sa vingt-cinquième session, tenue en juin 2015, l'Université a amorcé un processus de revitalisation et de relance de ses principales activités, qui a pour principal objectif d'aligner les efforts de l'Université sur ceux de ses principales parties prenantes – les Nations Unies et les États signataires de la Charte de l'Université – par un processus de réforme académique et institutionnelle. Dans un premier temps, il était nécessaire d'aligner les programmes d'études offerts par l'Université sur les nouvelles réalités débattues au sein de l'Organisation des Nations Unies quant au programme de développement pour l'après-2015 et en ce soixante-dixième anniversaire de l'Organisation. Ces réformes prévoient l'incorporation des questions de plus en plus

pertinentes, notamment la traite des êtres humains, les migrations, l'intégration de la dimension hommes-femmes et le terrorisme.

77. L'Université travaillera en étroite collaboration avec la communauté internationale, s'attachant en particulier à renforcer ses liens avec les États signataires de sa Charte. Elle est particulièrement bien placée pour dispenser une formation aux fonctionnaires, aux organisations de la société civile, aux acteurs du secteur privé et aux ONG. À cet égard, l'Université a entrepris de renforcer ses capacités d'exécution de son mandat en ajoutant des spécialistes de haut niveau dotés d'une grande expérience à son personnel et à son corps enseignant.

2. Vision à long terme

78. L'Université doit promouvoir à la fois son rôle d'institution universitaire internationale et le dialogue politique, tout en faisant siens les objectifs que lui a fixés l'Assemblée générale. Elle a mené à bien un processus détaillé de réforme académique afin de mieux accomplir sa mission. La vision à long terme d'une institution encore plus vigoureuse et efficace passe par la consolidation et le renforcement des capacités de son campus principal, qui sert l'ensemble de l'Université grâce à l'établissement de programmes d'études, l'enseignement face à face et la recherche, et une communication soutenue dans les deux sens pour tirer parti de l'expérience et des connaissances considérables dont disposent ses partenaires à travers le monde. Le renforcement de l'influence et de la présence de l'Université dans plusieurs régions et un programme actif de partage de connaissances sur la paix, y compris l'enseignement à distance et la diffusion d'outils didactiques, bénéficieront d'une expansion dans leur contenu et leur portée.

79. Dans 30 ans, le monde comptera une population de plus de 9 milliards d'habitants, à moins que notre impuissance à parvenir à un accord sur le changement climatique ne mène d'ici là à une catastrophe aux proportions inimaginables. Ce qui reste clair, c'est le risque que, dans ce monde surpeuplé, le manque de ressources naturelles – en particulier d'eau et d'énergie – ne provoque de nouveaux conflits internationaux ou locaux plus profonds. Ces conflits nécessiteront la définition de mesures préventives efficaces, capables de contrer les troubles, les nouvelles menaces et les nouveaux dangers qui pèseront sur un monde de plus en plus complexe. L'une de ces mesures essentielles a trait à l'éducation à la paix et à l'égalité des sexes. De fait, le bien fondé, le sens, l'importance, voire la transcendance de l'Université, de sa mission et de l'application des directives de l'Assemblée générale visant à préparer les nouvelles générations à la réalisation d'objectifs liés à un développement durable, à la protection des droits de l'homme, aux mesures destinées à atténuer et à contrer le changement climatique, contribueront à une coexistence pacifique meilleure et plus stable. Pour sa part, l'Université apportera des idées – en collaboration avec d'autres membres du système des Nations Unies – en vue de la création de nouveaux cadres conceptuels et méthodologiques de nature à permettre de mesurer et de suivre les progrès de la prévention des conflits et à favoriser une coexistence pacifique plus profonde et plus harmonieuse.

80. Grâce à cette stratégie, d'ici 2020, l'Université aura renforcé son aptitude à former de nouvelles génération au règlement et à la transformation de conflits de plus en plus complexes et interconnectés. Dans le même esprit, le travail accompli aura renforcé son aptitude à dispenser une éducation et une formation de niveau

maîtrise de qualité à des acteurs des pouvoirs publics et de la société civile. Le processus de réforme académique sera constamment réévalué afin d'assurer l'excellence académique et l'harmonie dans l'analyse des conflits anciens et nouveaux, de leurs causes et de leur caractéristiques dans chaque région et, en particulier, des liens complexes entre les causes politiques, ethniques et religieuses et l'activité criminelle. Cette capacité accrue d'analyse a besoin de se traduire dans des programmes d'études, des programmes spéciaux d'éducation et des possibilités de formation pour différents acteurs. Cette relance permettra à l'Université de se donner une perspective à long terme qui lui permettra de contribuer sensiblement à l'effort institutionnel d'une coopération multilatérale efficace.

III. Conclusions

81. L'analyse effectuée par les fondateurs l'Université il y a 35 ans à l'égard des conflits mondiaux était pour le moins prémonitoire. Comme l'indique l'annexe de la Charte de l'Université, "la persistance de la guerre dans l'histoire de l'humanité et les menaces croissantes contre la paix au cours des dernières décennies mettent en péril l'existence même de la race humaine et il est impératif que la paix ne doit plus être considérée comme un concept négatif, comme la fin d'un conflit ou d'un compromis diplomatique simple, mais plutôt qu'elle doit être réalisée et assurée par la ressource la plus précieuse et la plus efficace que l'homme possède: l'éducation". Cela n'a jamais été plus pertinent qu'aujourd'hui, avec l'émergence de menaces asymétriques et d'actes terroristes de portée mondiale, ainsi qu'un changement d'une ampleur sans précédent dans les relations politiques et stratégiques mondiales qui engendre une plus forte déstabilisation mondiale et une diminution de l'efficacité du système multilatéral.

82. L'Université accomplit une mission qui est de plus en plus centrale pour l'avenir du monde. Il faut développer l'éducation pour la paix jusqu'à ce qu'elle touche tous les êtres, partout, les convainquant que le conflit armé doit être relégué au passé. Cela ne sera possible que par la formation constante des dirigeants mondiaux de demain – des gouvernements, des ONG et du secteur privé – au niveau universitaire dans le domaine du règlement pacifique des conflits et des rapports entre la paix, le développement, les droits de l'homme et la protection de l'environnement, comme conditions du développement économique et d'une plus grande égalité.

83. Pour que l'Université accomplisse la mission que lui a confiée l'Assemblée générale, il importe que les États membres prennent l'initiative d'appuyer cette mission en reconnaissant l'institution et en lui apportant les généreuses contributions financières qui lui permettront d'offrir ses programmes d'études à tous les étudiants qui désirent y participer, et en facilitant le travail de l'Université dans les pays hôtes. Pour apporter l'ajustement nécessaire afin d'influencer les futures générations de dirigeants mondiaux, l'Assemblée générale pourrait envisager d'augmenter la capacité de l'Université en lui fournissant des ressources au moyen de contributions budgétaires déterminées pour une période limitée de cinq ans, en attendant que la transformation soit accomplie et que des ressources extrabudgétaires deviennent disponibles.